

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Nombre de membres

- en exercice : 64
- présents : 42
- votants : 53
0 contre 0 abstention

Le vendredi dix-neuf janvier 2024 à neuf heures trente,

Le conseil du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DU CUBZADAIS FRONSADAIS dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire au lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Florion GUILLAUD

Date de convocation : 8 Janvier 2024

Objet :

Délibération 2024/04

Délégations de l'organe délibérant

Présents :

M. BARBE – M. DURANT – M. FRADET – M. CHIAROTTO – M. BIGOT – M. DEPRET – M. GASTEUIL – M. GRIMA – M. MAIRE – M. BARDEAU – M. DUBOSCQ – M. GARANTO – M. CHOLLET-GABARD – M^{me} DEVAL – M. DUFOURGT – M. QUEYROI – M. GUIJARRO – M. DUVERGER – M. DUBOUREAU – M. EYRAUD – M^{me} FOURCADET – M^{me} MAUBERT-SBILE – M. COUQUIAUD *représentant la communauté de communes du Fronsadais*

M. PRAT – M. FERRE – M. MICHEL – M. MEYER – M. BERARD – M. MIGNER – M. TABUSTEAU – M. POTIER – M. MARTOS – M. MARTIAL – M^{me} BOURSEAU – M. LOURTEAU *représentant la communauté de communes du Grand Cubzaguais*

M. CHAULET (CAVIGNAC) – M^{me} PORTE (CEZAC) – M. DESPERIEZ (CUBNEZAIS) – M^{me} BATARD – M. TRIBOY (MARCENAI) – M^{me} LEVRANGI *représentant la commune et la communauté de communes Latitude Nord Gironde*

Membres absents excusés ayant donné procuration :

- M. DUCARRE (CDC DU FRONSADAIS) : pouvoir à M. CHOLLET-GABARD (CDC DU FRONSADAIS)
- M. MEYNADIER (CDC DU FRONSADAIS) : pouvoir à M. DUVERGER (CDC DU FRONSADAIS)
- M. MALARET (CDC DU FRONSADAIS) : pouvoir à M^{me} MAUBERT-SBILE (CDC DU FRONSADAIS)
- M. VALEIX (CDC DU FRONSADAIS) : pouvoir à M. COUQUIAUD (CDC DU FRONSADAIS)
- M. CHERIGNY (CDC DU GRAND CUBZAGUAIS) : pouvoir à M. PRAT (CDC GRAND CUBZAGUAIS)
- M. FAVRE (CDC DU GRAND CUBZAGUAIS) : pouvoir à M. FERRÉ (CDC DU GRAND CUBZAGUAIS)
- M. SUBERVILLE (CDC DU GRAND CUBZAGUAIS) : pouvoir à M. MARTIAL (CDC DU GRAND CUBZAGUAIS)
- M^{me} DELAGARDE (CDC DU GRAND CUBZAGUAIS) : pouvoir à M^{me} BOURSEAU (CDC DU GRAND CUBZAGUAIS)
- M. DIDIER (CAVIGNAC/CDC LATITUDE NORD GIRONDE) : pouvoir à M. CHAULET (CAVIGNAC/CDC LATITUDE NORD GIRONDE)
- M^{me} LAVANDIER (CEZAC/CDC LATITUDE NORD GIRONDE) : pouvoir à M^{me} PORTE (CEZAC/CDC LATITUDE NORD GIRONDE)
- M^{me} MISIAK (MARSAS/CDC LATITUDE NORD GIRONDE) : pouvoir à M^{me} LEVRANGI (MARSAS/CDC LATITUDE NORD GIRONDE)

Membres absents excusés (sans procuration) :

M. DESAGNAT – M. MERVEILLAUT – M. RODRIGUEZ – M. VIELFAURE – M^{me} ROY – M. DAILL – M. BOUSSOUGANT – M. GARBUIO – M. BARDEAU (Dorian) *représentant la communauté de communes du Fronsadais*
M^{me} LOUBAT *représentant la communauté de communes du Grand Cubzaguais*
M. GAUDRY *représentant la commune de MARCENAI et la communauté de communes Latitude Nord Gironde*

Délibération 2024/04 (suite)

Vu la délibération n° 2024/01 portant élection du président ;

Vu l'Article L 5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales rendant les dispositions relatives aux maires et aux adjoints applicables au président et aux membres du bureau d'un établissement public de coopération intercommunale ;

Vu l'Article L 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales portant sur la fonction de président d'un établissement public de coopération intercommunale ;

Vu l'Article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales portant sur le bureau de l'établissement public de coopération intercommunale ;

Considérant que le Président peut recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

- 1 - du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
- 2 - de l'approbation du compte administratif ;
- 3 - des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L 1612-15 ;
- 4 - des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- 5 - de l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- 6 - de la délégation de la gestion d'un service public ;
- 7 - des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Sachant que l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales peut servir de référence pour fixer la liste des attributions que l'organe délibérant peut déléguer au président ;

Le Président peut être chargé, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat :

- 1 - de procéder, dans les limites fixées par l'organe délibérant, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;
- 2 - de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- 3 - de passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
- 4 - de créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services ;
- 5 - de fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

- 6 - d'intenter, au nom du syndicat, les actions en justice, ou de défendre le Syndicat dans les actions intentées contre lui, tant en première instance, qu'en appel et en cassation, devant quelque juridiction ou organe juridictionnel que ce soit, quelle que puisse être la nature du litige. La délégation s'applique, en défense comme en demande, au fond ou dans le cadre de référés, quel que soit le mode d'intervention à l'instance (assignation, recours pour excès de pouvoir ou recours de plein contentieux, intervention volontaire, mise en cause, appel en garantie, constitution de partie civile, dépôt de plainte avec constitution de partie civile, citation directe, etc ...) ; de décider du désistement d'une action et de transiger avec les tiers dans la limite de 1000 euros" ;
- 7 - de réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant.

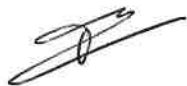
Le conseil syndical, après en avoir délibéré :

- ✉ autorise, par délégation et pour la durée de son mandat, Monsieur Florion GUILLAUD, Président du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DU CUBZADAIS-FRONSADAIS à exécuter l'ensemble des attributions ci-dessus mentionnées.
- S'agissant des matières visées au 1 et 7, les limites ou conditions de délégations données au président seront fixées par l'assemblée délibérante.

Fait à SAINT ANDRE DE CUBZAC,
Le 19 Janvier 2024.

SYNDICAT INTERCOMMUNAL
D'ADDUCTION D'EAU POTABLE
ET D'ASSAINISSEMENT DU
CUBZADAIS-FRONSADAIS

Jean-Louis TABUSTEAU, secrétaire de séance



Florion GUILLAUD
Président du SIAEPA DU CUBZADAIS-FRONSADAIS

